



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le

03 OCT. 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EOLIENNES DE LYS 1

29 rue des Trois Cailloux
80000 AMIENS

Références :
Code AIOT : 0010012384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement EOLIENNES DE LYS 1 implanté à MASSAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée pendant le chantier de construction du parc éolien : les travaux de terrassement sont achevés et les fondations sont en cours pour 5 machines (E1 à E5), l'excavation de la fouille d'E6 est en cours et aucune éolienne n'est montée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DE LYS 1
- Commune de Massay 18120 MASSAY
- Code AIOT : 0010012384
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation du parc éolien, composé de 6 aérogénérateurs (E1 à E6) et de 2 postes de livraison électrique (PDL 1 et 2) implantés sur la commune de Massay, est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/07/2019 modifié.

La société H2AIR assure la maîtrise d'ouvrage pendant le chantier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de réalisation du chantier de construction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	calendrier des travaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.2.1	/	Sans objet
4	protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	coordonnées géographiques	AP Complémentaire du 13/10/2021, article 3	/	Sans objet
3	continuité écologique	AP Complémentaire du 13/10/2021, article 5	/	Sans objet
5	déclaration d'ouverture de chantier	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 10	/	Sans objet
6	chemins d'accès et suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : coordonnées géographiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2021, article 3
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Coordonnées géographiques en Lambert 93 des 6 aérogénérateurs (E1 à E6)
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations: Document consulté : - procès-verbal de réception d'implantation du 13/07/2022 par un géomètre-expert. Constats sur site : Les fouilles des fondations des éoliennes E1 à E5 ont été entièrement excavées et celle d'E6 est en cours d'excavation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : calendrier des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction relatifs aux opérations de création des chemins d'accès au parc et des plateformes des aérogénérateurs, d'enfouissement des câbles électriques reliant les aérogénérateurs aux postes de livraison électrique et de montage des éoliennes ou de déconstruction du parc ne doivent pas débuter entre le 1er avril et le 31 juillet inclus ou sous réserve d'un contrôle préalable de l'absence de nid occupé, en particulier par le Busard Saint-Martin, l'Oedicnème criard et le Busard cendré, réalisé par une personne ou un organisme expert. En cas d'arrêt de plus d'un mois du chantier avec une reprise des travaux relatifs aux opérations susvisées entre le 1er avril et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plate-formes de montage, passages des câbles de raccordement) et pérennes (chemins d'accès, plate-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.
Constats : L'exploitant doit confirmer les actions prévues en termes de préservation et de suivi des stations de Dauphinelle royale identifiées au terme du chantier (au printemps 2023) voire pendant l'exploitation du parc.
Observations: Documents consultés : - courrier de l'exploitant du 05/07/2022 de déclaration de démarrage de chantier; - calendrier prévisionnel de réalisation des travaux; - diagnostic environnemental préalable de juin 2022 par la société ENCIS ENVIRONNEMENT. Le chantier a débuté le 11/07/2022 et a été précédé de visites d'un écologue les 14 et 27/06/2022 qui n'a pas relevé de nidification d'espèces sensibles. Constats sur site : - balisage de la station de Dauphinelle royale (flore protégée) le long du chemin d'accès par le sud à E1; - maintien du boisement dans le virage d'accès à E6. L'inspection constate la disparition de la station de flore susvisée qui a été détruite, selon l'exploitant, par l'engin agricole (dont les traces du passage sont encore visibles) de l'exploitant du champ limitrophe au chemin d'accès. Selon l'écologue, la station pourrait réapparaître au printemps prochain.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : continuité écologique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'assurer une continuité écologique pour les chiroptères, l'exploitant procède, avant la mise en service des aérogénérateurs, à la plantation et au renforcement de haies au sud-est du parc éolien sur un linéaire total de 1 400 m entre le Bois de la Ville et la Vallée de l'Herbon.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations: Documents consultés : - convention pour la plantation de haies et/ou d'arbres à haute tige du 09/05/2022 entre l'exploitant et un propriétaire terrien; - devis du 13/06/2022 par une entreprise de travaux en espaces verts. L'exploitant confirme que les travaux de plantation seront exécutés entre novembre 2022 et mars 2023, soit avant la mise en service industrielle du parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout prélèvement d'eaux de surface ou souterraine et tout rejet dans le milieu naturel de produits dangereux pour l'environnement ou susceptible de dégrader l'environnement sont interdits, que ce soit en phase de travaux ou d'exploitation. L'exploitant s'assure que le personnel intervenant sur le chantier de construction/déconstruction et lors des maintenances de l'installation est sensibilisé à la vulnérabilité de la ressource en eau. [...] Cette disposition fait l'objet de consignes écrites formalisées dans le plan de prévention, incluant la liste des autorités à prévenir en cas d'incident/accident. Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures sont a minima les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La zone de stationnement des véhicules, ainsi que la zone d'entreposage des produits et des déchets, sont limitées à une aire étanche positionnée de manière à assurer un éloignement maximal du captage d'alimentation en eau potable du Luard. Tout stockage de produits polluants pour l'environnement (incluant les hydrocarbures et les huiles hydrauliques) est interdit en dehors de l'aire susvisée.• Les opérations d'entretien et de réparation des engins de chantier, le stockage et l'approvisionnement en carburants et autres produits nécessaires au fonctionnement des engins de chantier, de même que les fosses étanches destinées à recueillir les eaux de nettoyage des toupies ayant contenu du béton sont réalisés sur l'aire susvisée.

- Des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume de produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier.
- Les déchets dangereux pour l'environnement produits dans le cadre du chantier de construction/déconstruction sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenant et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée.
- L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les dispositifs d'ancrage des mâts des aérogénérateurs entraînent une mise en liaison entre les eaux superficielles et les eaux souterraines ou une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes souterraines.
- Chaque engin de chantier dispose d'un kit anti-pollution destiné à contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident.
- Les opérations de mise en place de la couche de propreté ou du matelas de travail sont réalisées dès la fin de réalisation des fouilles des fondations de chaque aérogénérateur et un système de pompage est mis en place afin d'éviter toute accumulation d'eaux pluviales au sein des fouilles.
- Une procédure d'intervention en cas de déversement accidentel de fluide susceptible d'altérer la qualité de l'eau est mise en place. L'inspection des installations classées, la délégation départementale du Cher de l'Agence Régionale de Santé, la Mairie de Massay et l'exploitant du captage d'eau potable du Luard doivent être alertés dès la mise en œuvre de cette procédure.

Constats :

L'exploitant doit procéder au tri et à l'entreposage dans des bennes des déchets stockés sur la plateforme d'E2 et à l'affichage, a minima à la base vie, de la procédure d'intervention en cas de déversement accidentel de fluide susceptible d'altérer la qualité de l'eau.

Observations:

Documents consultés :

- étude géotechnique de conception phase projet du 17/03/2022 par la société ALIOS INGENIERIE;
- plan général de coordination du 08/06/2022 par la société BUREAU VERITAS;
- procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle pour le parc éolien "Eoliennes de Lys 1";
- plan de masse du site au 1/2500;
- PV de réception de fond de fouille par la société ALIOS INGENIERIE du 14/09/2022 pour E1, du 15/09/2022 pour E2, du 21/09/2022 pour E3, du 21/09/2022 pour E4;
- courriel de l'exploitant du 22/09/2022.

Constats sur site :

- présence de kits anti-pollution dans une grue et dans un conteneur positionnés sur la plateforme de l'éolienne E3 et dans un engin de chantier en action aux abords de la fouille d'E6;
- positionnement d'une aire étanche sur la plateforme d'E3 (l'aire étanche prévue dans le virage d'accès à E6 n'est pas encore créée).

L'inspection constate que des déchets (bois, carton, plastique...) sont stockés à même le sol sur la plateforme d'E2. Aucune benne n'est disposée sur le site pour accueillir les déchets triés.

L'exploitant déclare que des bennes seront installées ce jour.

L'inspection constate l'absence d'affichage à la base vie et sur le site de la procédure susvisée.

L'exploitant déclare qu'elle est disponible dans le bureau du chef de chantier qui est verrouillé lors de l'inspection et qu'elle est transmise à chaque intervenant sur le site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déclaration d'ouverture de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 10

Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant informe, au préalable, le Préfet du Cher, l'inspection des installations classées, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre, la Direction Générale de l'Aviation Civile et le commandement de la Zone Aérienne de Défense Nord de Cinq-Mars-La-Pile (Indre-et-Loire) : ✓ de la date d'ouverture du chantier de construction des installations, [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations: Documents consultés : - courriers de l'exploitant du 05/07/2022 adressés à la DGAC, au préfet du Cher, à la SDRCAM, à la DDT, à l'inspection des installations classées (DREAL); - courriel au SDIS par la société ELYS le 18/07/2022. Le SDIS a été informé tardivement du début du chantier : l'écart est toutefois considéré levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : chemins d'accès et suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf dispositions contraires mentionnées dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. - plan des accès aux aérogénérateurs - réalisation d'un suivi écologique pendant le chantier de construction
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations: Document consulté : - compte rendu de visite du 27/07/2022 par la société ENCIS ENVIRONNEMENT. Constats sur site : - les chemins d'accès aux aérogénérateurs E1 à E5 sont achevés; - le virage et le chemin d'accès provisoires (décalés du boisement pour tenir compte d'une exigence de la commune de Massay) par le sud à E6 sont en cours de création et le chemin d'accès à E6 par le nord est en cours de renforcement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet